

EMA

Introduction

L'agriculture

Il y a beaucoup de changement dans la consommation agroalimentaire :

- les goûts : plus de viande, plus de poisson → élevage et pêche industriels, pénurie
- Le mode de préparation : surgelés et plats préparés

La France est un pays agricole : l'agriculture représente 30 milliards (2%) du PIB.

Référence : « La guerre des Gaules » par Jules César. Une des causes de la guerre des Gaules est la conquête de la Gaule. Cependant, les Gaulois importaient du vin de l'Empire Romain et ils taxaient le vin à l'importation, ce qui a révolté les Romains.

En 2005, la France est le premier importateur au niveau mondial. Aujourd'hui, les États-Unis, l'Allemagne et la Hollande sont passés devant.

Il y a 3 pays fortement importateurs en Europe grâce à la PAC (Politique Agricole Commune). Cela a été utile pour sortir de la guerre. Il fallait produire, notamment des denrées alimentaires.

La PAC consomme beaucoup d'argent : 43% du budget communautaire.

La macro économie

Macro : vue des grands équilibres d'un point de vue économique.

- Commerce internationale
- Économie nationale : PIB, la politique budgétaire et Droit fiscal (ETAT et collectivités territoriales), la dette (peut financer le déficit budgétaire ou déficit au niveau du commerce extérieur), la production, la consommation, le pouvoir d'achat / inflation, le marché du travail / chômage, l'investissement, la monnaie (politique monétaire et financière), la croissance (augmentation du PIB)

Chapitre 1 : La mesure de l'activité et des faits économiques

La population

La France est un pays assez peuplé : 67 millions aujourd'hui et 52 millions en 1974. La population française augmente : natalité (60 000 naissances), mortalité (50 000 décès) et solde migratoire (100 000 personnes).

Pyramide des âges : permet de voir qui sont les actifs et les inactifs de demain.

La population active

Le monde du travail s'est féminisé. Lors de la 1^{ère} GM, les hommes sont partis au front et de ce fait la main d'œuvre a été féminine. Le pays a eu besoin des femmes pendant la guerre. Les femmes représentent 51 % de la population active.

Le droit de vote : 1945 (phénomène récent)

Marché du travail

Ralentissement de l'économie

- Montée du tertiaire et chute du secteur primaire.

1959 : 22% de la population active travaillent dans le secteur primaire, 38% dans le secondaire et 39% dans le tertiaire.

1975 : 11% dans le primaire, 38% dans le secondaire et 50% dans le tertiaire.

Aujourd'hui : 5% dans le primaire, 20% dans le secondaire et le reste dans le tertiaire.

- Chômage

La crise du pétrole, l'augmentation du prix du pétrole et des matières premières ont augmenté le chômage

1974 : 630 000 chômeurs

Aujourd'hui : plus de 3 millions

Les causes :

- Causes conjoncturelles : l'économie va moins bien
- Causes structurelles : un changement au niveau des structures de l'économie (le secteur primaire devient tertiaire)
- Changements sociologiques : la féminisation du travail

- Prédominance du salariat : type contractuel du travail

Années 50 : 62% de la population sont salariés et 37% sont des indépendants (artisans et commerçants)

Aujourd'hui : 15% sont non salariés

- Natalité et vieillissement

Dans les pays développés, il y a un ralentissement de la natalité et les sociétés vieillissent. Le rallongement de la vie influe sur l'économie (les retraites sont plus importantes).

- Ralentissement de la croissance

Aujourd'hui il y a une croissance 0 c'est à dire que le PIB à partager en France augmente de 0

Sans croissance, il y a moins d'impôts et le déficit augmente dû aux résultats des entreprises, de la perte d'emplois (- d'impôts sur le revenu) et la TVA (impôts sur la taxe) est basée sur le PIB.

Circuits économiques et agrégats de la comptabilité nationale

Comptabilité privée

C'est avoir une situation (bénéfice ou perte), c'est la santé financière de l'entreprise.

Pourquoi faire de la comptabilité ?

- Savoir où on en est
- Savoir ce qu'il se passe dans l'entreprise
- L'État prend 33% du résultat grâce aux bilans de comptabilité (déclaration des bilans)
- Pour avoir une comptabilité nationale (code naf)

Agents économiques

Les agents sont agrégés :

- Les ménages

Revenu = Consommation + Épargne

L'épargne est placée en action, dans les banques, dans les immeubles et aussi dans la thésaurisation (argent sous le matelas ou or)

Ex : L'Inde place son argent dans les bijoux.

Une partie de la consommation se fait par endettement (achat d'un véhicule)

- Les entreprises (non financières)

Les investissements se font par des fonds propres soient par l'emprunt.

- Les administrations : l'État et les collectivités territoriales (département, commune et région qui dépendent de la constitution d'un pays)

Les ressources de l'État sont les impôts, les taxes, les donations. Il est possible de payer des impôts avec des marchandises (œuvre d'art).

L'État, avec ces impôts, paye des fonctionnaires, verse des aides aux particuliers et aux entreprises (prestations familiales, aide au logement, aide à la casse ...).

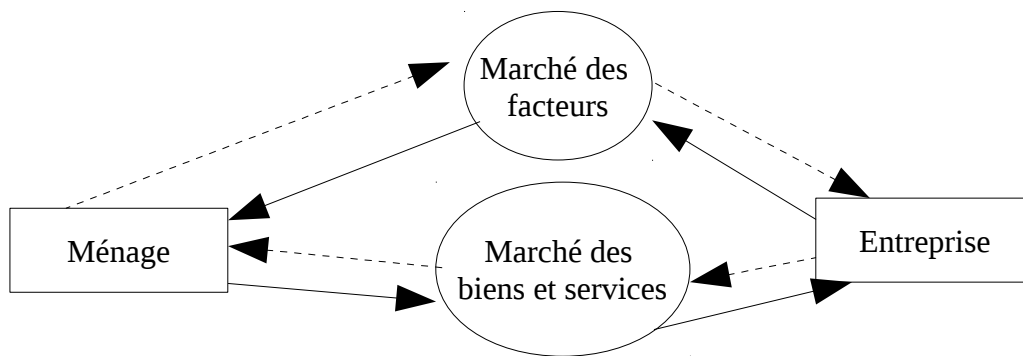
L'État est un consommateur, il achète des biens et services (voitures, prestations informatiques ...).

Des biens et services peuvent aussi s'acheter à l'extérieur et inversement (importation et exportation).

- Les sociétés financières : les banques et les assurances
- Les associations à but non lucratif qui représentent des services importants dans une économie. Elles s'occupent de services que l'État n'a pas à faire (ex : la croix rouge)
- L'extérieur : les autres pays

Les marchés

- Marché du travail
- Marché d'échange (monnaie)
- Marché des biens et services
- Marché des capitaux qui fixent les taux d'intérêts (national ou international)



— flux monétaire
 - - - flux réel

Toute l'économie est basée sur la confiance que l'on a dans la monnaie

Comment mesure-t-on l'économie ? Les agrégats économiques

- PIB (Produit Intérieur Brut)

PIB = Somme des valeurs ajoutées (des entreprises)

Si le PIB augmente → Croissance

Si le PIB diminue → Récession (à partir du moment où il y a une baisse du PIB sur 2 trimestres)

- PIB marchand : sur le marché, ce qui est payant.
- PIB non marchand : le prix demandé est nul voire non significatif (la santé [12% de l'économie globale de la France], l'éducation).
- PIB à prix constant : on tient compte du taux d'inflation
- PIB nominal : on ne tient compte que de la valeur nominal

SCEN : C'est une norme internationale pour comparer les pays entre eux grâce au PIB. Elle permet de déterminer des politiques économiques. Développée après la 2GM.

- PNB (Produit National Brut)

PNB = PIB + revenus entrants et sortants du reste du monde

- Comptes satellites : Des comptes spécialisés pour des secteurs d'activité (la santé, le logement)
- Comptes de patrimoine : Ils permettent de connaître le patrimoine d'un pays (maisons, entreprises, meubles...), savoir s'il y a un enrichissement ou au appauvrissement.
- Consommation
- FBCF (Formation Brut de capital fixe) : achat de biens durables
- Épargne

C'est la part des ressources du revenu des ménages disponibles pour ne pas être consommé dans l'immédiat.

Demande globale

Consommation (interne)

C'est la valeur des biens et services qui permettent de satisfaire directement les besoins humains. Cela représente 60% du PIB en France et 70% aux USA.

Les consommateurs : les ménages, les administrations publiques et les institutions à but non lucratif.

On caractérise la consommation par type de produits et par durabilité (la durée d'utilisation). Il y a des biens durables (voiture) et non durables (alimentation).

La propension moyenne à consommer (PMC) = consommation totale / produit national (PIB)

La PMC est de 85% en France.

La propension marginale : 93% en moyenne en France.

Élasticité : Quand le revenu augmente, la consommation augmente-t-elle plus vite ?

Quand la consommation ne fonctionne pas bien, cela se voit sur le PIB. La croissance (ou la récession) est dépendante de la consommation. Les ménages épargnent moins aujourd'hui (crise).

En période de reprise la hausse de la consommation est inférieure à la hausse de revenu et la hausse d'épargne est supérieure à la hausse de revenu.

« Tout au long de la vie, le consommateur consacre le même pourcentage de revenu à la consommation. C'est constant. La variable d'adaptation est de pomper sur le compte épargne ou s'endetter. » (Modigliani)

Théorie de la consommation de Keynes

$$C = C_0 + cY$$

C : la consommation

C₀ : consommation incompressible (ex : le RSA, une aide à une population défavorisée pour que sa consommation ne soit pas nulle)

c : la propension marginale à consommer

Y : le revenu

La consommation est proportionnelle au revenu mais on s'est rendu compte que la propension à consommer a une certaine stabilité.

La consommation est le moteur de l'économie.

Investissement

Il représente les biens durables acquis pour être utilisés pendant au moins 1 an (pour les entreprises) et dans le cadre de l'activité domestique et du bâtiment (pour les ménages).

Taux d'investissement = FBCF/PIB

L'investissement est actuellement en rade. Les gens investissent moins. Pourquoi ?

- Moins d'argent
- Un fort investissement a déjà été réalisé
- Le secteur tertiaire nécessite moins d'investissements

La FBCF : 52% faite dans les entreprises non financières et 28% pour les ménages (le bâtiment).

→ Importance du bâtiment tant au niveau de l'emploi que de la FBCF.

Comment investir ?

Les acteurs économiques décident d'investir en fonction de leur confiance et de leur anticipation, à long et court terme.

L'investissement fait augmenter la consommation. Quand la consommation chute, l'investissement chute plus vite. Les investisseurs se fient à l'état de la consommation.

Moral du Consommateur et des entreprises : S'ils n'ont pas le moral, il n'y a pas d'investissement et la consommation se stabilise mais ne progresse pas. Le moral des ménages ne se mesure pas mais se traduit par des effets économiques.

Dépenses publiques

Exercées par l'État, les collectivités territoriales et la Sécurité sociale.

Les dépenses publiques représentent environ 54% du PIB (France). Il y a 2/3 des salaires et des prestations sociales.

La contrepartie sont les recettes.

Il y a des impôts :

- Indirects : taxes (TVA, représente plus de 5% des recettes de l'état, le pétrole représente 5% ou encore l'alcool et les droits de successions).
- Directs : pris sur des revenus (Impôts sur le revenu, représente 17%, ICF, IS, représente 17%)

Différence entre Direct et Indirect ?

Indirect : Il y a une grande certitude de rentrer cet argent, de savoir environ ce qui va rentrer. Il est favorisé car il est indolore. C'est un impôt que tout le monde paye (riches et pauvres) mais l'on ne connaît pas le montant exact.

Direct : Chaque année, on sait combien on paye. Le concept est récent.

Déficit important → les critères du traité de Maastricht

- dépenses publiques
- dette publique
- inflation : pas plus de 1,5% que le taux d'inflation des 3 pays les plus faibles. On veut limiter l'inflation pour limiter la masse d'argent et pour maintenir la parité de l'euro par rapport aux autres monnaies (notamment le dollar).

Les déficits publics ont augmenté car il y a une baisse des recettes, une mauvaise conjoncture et un vieillissement de la population (obliger de verser des retraites par répartition).

Les exportations (externes)

66% des exportations est réalisée à l'intérieur de la communauté européenne (1/3 en dehors).

En France, 15% vers l'Allemagne et 7% vers USA.

95% des exportations sont faites par 3% des exportateurs et 30% par les 10 premiers exportateurs.

En France, le poids des PME est très faible dans les exportations alors qu'en Allemagne, une grande partie est réalisée par les PME.

Comment exporter ?

Cela provient de ce que l'on propose (il y a une demande), de notre capacité à produire (quoi et comment), et de notre compétitivité (exporter à bon prix).

En France, une entreprise X n'a pas le réflexe exportateur et n'a pas les ressources pour le faire.

Cela a des conséquences sur la balance commerciale :

- excédentaire
- déficitaire

Chapitre 2 : Monnaie et financement de l'économie

Système monétaire et financier français et européen

La monnaie est quelque chose d'immatériel basée sur la confiance. S'il n'y a plus de confiance, il n'y a plus de monnaie.

Agents financiers

- Niveau international et monétaire : le FMI (Fonds Monétaire International) à Francfort.
- Niveau privé : les institutions financières et monétaires (banques). Elles font des prêts aux acteurs privés mais aussi aux états.

→ Au niveau des banques françaises (oligopole) :

BNP Paribas

CIC – Crédit Mutuel

Crédit Agricole – Crédit Lyonnais

La poste

Caisse d'Épargne – Banque Populaire

Société Générale

Une banque a le droit de transformer de la monnaie éligible à court terme pour l'utiliser sur le long terme.

→ Le trésor public

C'est la caisse de l'État. Il doit faire des dépenses publiques et aussi trouve l'argent nécessaire pour boucler la fin de mois de l'État sur les marchés.

→ OPCVM

Ce sont des fonds monétaires de placement, des filiales de banques. Elles sont monétaires ou non monétaires (placement en actions et gérer un porte-feuille).

→ Fonds de placement privé ou appartenant à des États.

→ Entreprise

Elles interviennent aussi sur les marchés. Elles ont besoin de placer ou trouver de la liquidité. Ou alors elles font des opérations financières.

→ Organismes régulateurs

C'est le gendarme de la bourse (MF en France, SEC aux USA). Il y a des règles à respecter sinon des amendes.

→ Autres organismes

Ils interviennent sur d'autres marchés (pour la concurrence par exemple).

→ Banques centrales

Elles ont un rôle au niveau de la politique monétaire. Il y a la Fed (pour les USA) et la BCE (pour l'Europe, ceux qui ont adhéré à l'euro). La BCE concerne 17 pays (sur 27).

Contrepartie de la monnaie

Ce sont des crédits à l'économie. Ils sont distribués principalement par les banques (aux ménages et aux entreprises). La banque se refinance sur les marchés au niveau de la banque centrale qui refinance l'économie.

30% des crédits de l'économie sont des crédits dédiés à l'habitat des ménages.

70% des crédits aux ménages sont des crédits pour l'habitat.

Les prix augmentent :

- les taux d'intérêts ont chuté
- on a permis l'allongement de la durée des prêts

Marché des capitaux

Marché monétaire

Tous les jours, on emprunte à court terme. Cela concerne les banques et les États. Quand une banque ne possède plus d'argent, elle va en chercher sur le marché (entre les autres banques).

Avec les tensions actuelles, les banques ne se prêtent plus d'argent et le système du marché monétaire ne fonctionne plus. C'est pourquoi les banques centrales apportent de l'argent aux banques sur le marché.

Les titres de créances négociables (TCN)

Ce sont les billets de trésorier pour les entreprises et les bons du trésor pour l'État.

Le marché obligataire

Cela concerne les grandes entreprises et les États. Ce sont des obligations, des emprunts avec une durée de vie supérieure à 1 an. C'est un emprunt remboursable au bout d'un certain temps. Chaque année, on paye un coupon.

Le marché variable

Il y a un titre de créance à taux fixe ou taux variable. Si le taux d'intérêts a augmenté, l'investisseur souhaite obtenir la rentabilité et cela se répercute sur son taux de créance.

Titres intermédiaires

Ce sont des titres convertibles en action pour une entreprise qui a acheté une obligations.

Marché des produits dérivés

On mise sur des valeurs, des indices boursiers, des marchandises ou des devises sur le taux futur (à l'achat ou à la vente). Ces marchés étaient là pour couvrir le risque, aujourd'hui ce n'est plus le cas. C'est une grande partie de la finance aujourd'hui.

Titrisation

C'est une technique financière qui consiste à transférer à des investisseurs des actifs financiers tels que des créances (par exemple des factures émises non soldées, ou des prêts en cours), en transformant ces créances en titres financiers émis sur le marché des capitaux.

Le secret bancaire

Il est inscrit dans une loi qui régit le droit bancaire. Il existe par rapport au tiers. Il n'existe pas pour certaines personnes qui ont accès aux informations :

- le fisc français (les impôts, lors d'un contrôle fiscale).
- en matière pénale, il suffit d'une commission rogatoire (le juge peut interroger des banques sur des opérations).
- les banques doivent déclarer à un service qui dépend du ministère de l'économie et des finances tout transfert d'argent qui leur paraît anormal.

Actualité : Affaire Cahuzac

Il avait un compte à l'étranger, dans une banque suisse et qu'il a fait transféré à Singapour.

Cas suisse : les banques suisses donnent des informations via les ministères des affaires et de la justice quand il y a une procédure pénale déjà engagée.

La monnaie

La monnaie a trois fonctions économiques :

- C'est un moyen d'échange entre les différents agents économiques. Elle évite le troc.
- C'est une unité de compte, une méthode pour valoriser les prix et quantifier les choses.
- C'est un instrument de réserve.

La monnaie, masse monétaire, c'est 3 facteurs : m_1 m_2 et m_3 .

m_1 : pièces, billets et comptes courants

m_2 : m_1 + les dépôts à termes d'une durée inférieure à 2 ans

m_3 : m_2 + les titres donnés en pension

La différence entre ces 3 facteurs permet de définir la politique monétaire.

Les monétaristes : École de Chicago

L'inflation provient du fait que la masse monétaire augmente.

$mv = py$

BCE limite la quantité de monnaie en circulation (création monétaire) pour limiter l'inflation.

Le marché d'échanges

Les monnaies s'échangent sur le marché. Il se fait dans les grandes places financières internationales (24h/24h, par échanges informatiques). Il est réservé à certains intervenants (50-60 des intervenants sont des grandes banques et institutions financières, banques centrales). C'est ce qui détermine le prix de la monnaie aujourd'hui.

Les banques font des opérations à la fois pour comptes propres et pour comptes 2/3.

Il y a 20-30 ans, il avait des échanges souvent matérialisés par un besoin. Aujourd'hui ce besoin est de 5%, le reste est dédié aux transactions financières.

Les pays veulent que la monnaie ait une certaine valeur. Les banques centrales ne peuvent pas autant intervenir qu'au passé.

Toutes les devises sont cotées par rapport au dollar. Ensuite il y a une cotation bilatérale qui se fait entre l'euro et le franc suisse. 10% des échanges se font euro/contre francs suisses.

48% des crédits en dollars

27% en euro

10% en yen

8% en livre sterling

Le dollar a une place centrale depuis la 1^{re} GM avec la place prépondérante des USA pendant la guerre. L'euro a pris une place mais pas celle du dollar.

On repart sur des taux de change flottants → toutes les monnaies fluctuent entre elles.

Marché bancaire international

Un taux de change va avoir une certaine valeur. Il est fixé selon l'offre et la demande. Il y a plusieurs corollaires :

- l'état de la balance des transactions courantes. Si un pays est excédentaire, il n'a pas besoin de chercher beaucoup de monnaie à l'extérieur. Il a alors une devise forte.
- le montant de l'inflation.
- le taux d'intérêts
- la productivité

Au niveau international, il se passe la même chose qu'au niveau national. Les banques peuvent se prêter de l'argent pour une durée très courte avec un taux déterminé dans une monnaie déterminée. Il y a aussi des euros marchés (prêts et dépôts faits à l'extérieur du pays d'origine).

Les marchés sont des marchés où il y a beaucoup d'argent et où il circule très vite.

Chapitre 3 : La politique économique

Des groupes d'états qui veulent atteindre des objectifs :

- la croissance (augmentation du PIB)
- équilibre budgétaire
- l'emploi (en corrélation avec les 2 premiers)
- l'inflation
- le taux de change
- le taux d'intérêts
- la masse monétaire et son évolution

Ils utilisent des moyens :

- la politique budgétaire
- la politique monétaire
- lutte contre l'inflation
- la politique extérieure

La politique monétaire

Les buts sont la croissance, le plein emploi, la justice sociale et la lutte contre la récession.

- corollaire : la lutte contre la dépréciation et la création abusive de monnaie.

Au début du XXème siècle. L'état représentait 12% du PIB.

Que faisait l'État ?

- Des régimes de retraite, pour certains fonctionnaires, les mineurs (globalement pas terrible)
- Pas les mêmes transferts (allocations familiales, RSA, APL, chômage). Les besoins sont différents

Le profil de l'état à donc changé. Il s'occupait de la défense et des relations extérieures. Ce qui l'a fondamentalement changé c'est la crise de 29. Le rôle de l'État est devenu omniprésent dans des régimes autoritaires et les dépenses sont incroyables. Il y a un choix entre «le beurre et les canons» (sécurité ou défense). On compte également la construction d'autoroutes.

Avant que l'état intervienne autant, il y avait une mentalité libérale : «laisser faire, laisser aller».
→ Théorie de «La main invisible» (Adam Smith).

Comment cela se passe au niveau des effets économique d'une économie budgétaire ?

Recettes :

- les impôts

Dépenses :

- dépenses des fonctionnaires
- payer les dettes
- sécurité sociale et allocations (= transferts)
- l'État consomme et investie.

$$1) Y = C + I$$

$$2) C = c(\text{propension à consommer})Y_d + C_o$$

$$3) Y_d = Y - T + R$$

$$4) I = I_o$$

$$5) G = G_o$$

$$6) Y = cY_d + C_o + I_o + G_o$$

$$\rightarrow Y c(Y - T + R) + C_o + I_o + G_o$$

$$Y = (1/(1-c)) * (G_o - CT + cR + I_o + G_o)$$

C: Consommation

I: Investissement

G: dépenses publics

Y: revenu

C_o : Consommation incompressible

Y_d : revenu disponible

T : impôts

R : transferts

I_o : investissement

Si G augmente de :

$$Y + \Delta Y = 1/(1-c) \dots$$

$$\Delta Y = 1 / (1-c) \Delta$$

$$c < 1$$

$$Y + \Delta Y = (1/(1-c)) * [C_o - c(T - \Delta T) + cR + I_o + G_o]$$

$$\rightarrow \Delta Y = c / (1-c) * \Delta T$$

Ces formules ne fonctionnent pas vraiment en raison de l'économie OUVERTE actuelle.

Autres formules.

$$MV = PY$$

M = masse monétaire

V = vitesse de circulation de la monnaie

P = mouvements des prix, taux d'inflation

Y = PIB réel